

Les populations des pays pauvres mettent au monde plus d'enfants que les habitants des pays nantis. Cette situation est attribuable en partie au fait que les habitants des pays riches disposent de meilleurs moyens contraceptifs, mais elle découle également de ce que les enfants constituent, dans les sociétés industrialisées urbaines d'aujourd'hui, un facteur économique moins avantageux. Dans les sociétés rurales primitives, les familles nombreuses tiennent lieu, encore aujourd'hui, de politiques de bien-être social. Les populations des pays industrialisés escomptent des avantages économiques réels en restreignant la taille de leurs familles. Les habitants des pays pauvres, n'ayant rien à y gagner, ne peuvent tenir le même raisonnement. Ce n'est que lorsque les niveaux de vie commencent à s'élever que les gens décident de limiter la croissance démographique.

J'aborderai maintenant un autre aspect de la vie économique de notre planète surpeuplée en prononçant les lettres magiques PNB, c'est-à-dire, produit national brut. D'aussi loin que les personnes ici présentes puissent s'en souvenir, j'en suis sûr, ce que nous convenons d'appeler notre standard de vie s'est mesuré par le PNB, c'est-à-dire, en grande partie, par l'augmentation annuelle des richesses naturelles que nous utilisons. Il était tout à fait légitime et convenable, semblait-il, que toutes les nations cherchent à améliorer les conditions de vie de leur population et elles y sont généralement parvenues en augmentant le volume de l'exploitation minière, de la construction, de la fabrication, des services et de la consommation des combustibles.

Nous devons convenir que les pays en voie de développement ont raison d'aspirer à la croissance et à la prospérité. Comme vous le savez sans doute, le Canada a indiqué son intention de se rapprocher davantage de la proportion de 1 pour cent du PNB que les Nations Unies ont fixé comme objectif à l'aide au développement.